

Infos UL

Brest
la
cgt

Publication de l'Union Locale CGT de Brest n° 85 - 11 septembre 2013

**Mobilisation du 10 septembre : 370 000 en France
2500 à Brest**



Journée d'action du 10 septembre Une journée de mobilisation qui va compter !

extrait du communiqué de la Confédération

La mobilisation de 370 000 salariés dans près de 200 rassemblements et manifestations, ce jour, démontre que les salariés et une majorité de la population de notre pays refusent une capitulation face aux exigences des marchés financiers qui veulent affaiblir, puis détruire notre système de retraite par répartition. La mobilisation d'aujourd'hui vient confirmer les sondages d'opinion de ces derniers jours pour exiger une autre réforme. Elle contredit l'échec annoncé par les défenseurs de cette réforme.

Les salariés ne se résignent pas à la baisse des pensions et à l'allongement de la durée de cotisations. Les milliers de grévistes et de manifestants ont affirmé que d'autres solutions sont possibles pour l'avenir. Augmenter les salaires, revoir les exonérations de cotisations sociales patronales et développer l'emploi... sont autant d'exigences à gagner pour financer notre système de retraite et de protection sociale.

La CGT va créer toutes les conditions avec les autres organisations syndicales et de jeunesse pour élargir la mobilisation dans les prochains jours.

D'ores et déjà, elle appelle les jeunes salariés à se mobiliser avec les organisations de jeunesse le 18 septembre 2013, jour du Conseil des ministres.



Il y a 40 ans, l'Unité Populaire Chilienne

Le 11 septembre 1973, au Chili, le coup d'état militaire du général Augusto Pinochet renversait le président régulièrement élu, Salvador Allende, et mettait brutalement fin à l'Unité populaire.

Rappeler cette date sinistre, c'est aussi faire revivre cette expérience, rappeler les avancées sociales et politiques réalisées entre septembre 1970 et septembre 1973, rappeler les développements du mouvement social et son extraordinaire inventivité en matière de pouvoir populaire.

En dépit des souffrances qu'elle a vécues pendant les années de la dictature, la première organisation syndicale du pays (CUT - Centrale unitaire des travailleurs) s'est battue sans relâche. Elle a en cela reçu le soutien entier de la CGT.

Aujourd'hui encore, le code du travail hérité de la dictature restreint les droits des travailleurs.

En novembre de cette année auront lieu des élections présidentielles et la CUT a demandé à être reçue par les différents candidats, afin de faire connaître les revendications des travailleurs, dont le respect plein et entier des droits syndicaux.